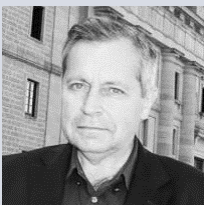




Crise de la culture ?

par
Philippe Nemo



Philippe Nemo est philosophe, auteur d'une vingtaine d'ouvrages dont *Qu'est-ce que l'Occident ? Histoire des idées politiques* (2 vol.), *Histoire du libéralisme en Europe*, *Esthétique de la liberté*, *Philosophie de l'impôt*. Il a été coordinateur du livre *Quel lycée pour le xxie siècle ?* (De Boeck, 2017). Ancien professeur à ESCP Europe et HEC, il dirige aujourd'hui l'École professorale de Paris.



Y a-t-il aujourd'hui, dans les pays occidentaux, une « crise de la culture » menaçant notre culture démocratique et libérale et l'humanisme qui en est le fondement ? C'est ce que donnent à craindre, chez nous, certains signes récurrents dans l'espace médiatique. C'est aussi ce que clairoignent les dirigeants de pays non-occidentaux – Russie, Chine, Turquie... – pour qui nos sociétés sont désormais pourries de l'intérieur du fait de leur foi incorrigible en la démocratie et de leur tolérance à l'égard des minorités sexuelles. Cet Occident décadent serait voué à être bientôt supplanté par les nouveaux foyers de brillante civilisation que sont la Russie poutinienne, la Chine néo-communiste ou la Turquie d'Erdogan.

Le fait que ces prétentions prêtent à sourire n'empêche pas qu'elles posent des questions géopolitiques redoutables. Ce qui est en jeu, en effet, ce n'est rien de moins que l'avenir du monde. Étant donné l'existence d'armes de destruction massive toujours plus terrifiantes et les menaces écologiques pesant sur la planète, notre monde ne peut survivre que si, entre ses diverses aires géoculturelles, la volonté de dialogue l'emporte en dernière instance sur les rapports de force. Or un dialogue n'est possible qu'entre des hommes partageant au moins certaines valeurs de base. Ce qui a permis la création de l'ONU aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale, c'est que les pays adhérents avaient admis – certes du bout des lèvres, pour certains – la philosophie des droits de l'homme. Or cette philosophie avait été conçue et formulée en premier lieu par les Occidentaux. Si donc, pour des zones entières du monde, la culture occidentale doit devenir un repoussoir, sur quelles bases un dialogue international sincère pourra-t-il se poursuivre ? Et l'Occident lui-même pourra-t-il survivre si sa culture est vraiment et durablement en crise ?

Sur ces questions assurément complexes, je ne peux proposer, dans ce qui suit, que quelques modestes réflexions exploratoires.

1. Des émeutes stupéfiantes

Et d'abord, qu'est-ce qu'une culture ? Une actualité récente, les émeutes ayant explosé fin juin 2023 en France à la suite de la mort d'un



jeune délinquant, peut nous éclairer à ce sujet. Ces événements ont eu ceci de particulier qu'ils n'ont pas seulement ému l'opinion, mais l'ont stupéfiée. L'opinion a été émue par les destructions, les incendies, les pillages. Mais elle a été stupéfiée par le fait que cette violence ait visé systématiquement des bâtiments publics et tous genres d'équipements d'intérêt général, des mairies, des préfectures et sous-préfectures, des postes de police et de gendarmerie, des voitures de pompiers et surtout des écoles, des bibliothèques, des médiathèques, tous lieux et institutions représentatifs de la civilisation de notre pays.

Cette violence nous paraît, littéralement, « folle ». Nos cadres mentaux nous permettent de comprendre plus ou moins les violences ordinaires, qu'elles soient privées (petite et grande délinquance, crimes passionnels...) ou sociales (occupations d'usines, blocages de routes...), car, même si nous les condamnons sévèrement, nous pouvons les interpréter comme d'inadmissibles « passages à la limite » de sentiments et de pulsions que, le cas échéant, nous pourrions éprouver nous-mêmes. Quand un voleur vole, nous comprenons ce qu'il veut : s'enrichir, ou survivre sans se plier aux disciplines du travail ; quand des ouvriers occupent une usine, nous comprenons qu'ils veulent sauver leurs emplois, obtenir de meilleurs salaires, et, pour certains, faire la Révolution pour bâtir pour tous un monde meilleur.

On n'a rien vu de tel dans les émeutes de juin dernier. Les émeutiers ont voulu détruire des mairies, alors que ce sont des lieux qui sont à nos yeux parfaitement neutres, au service et à la disposition de tous ; ils ont agressé des pompiers, personnes vouées à apporter des secours à tous, sans discrimination, au péril de leur vie ; ils ont incendié des médiathèques et des bibliothèques, qui conservent le patrimoine qui nous est commun ; des écoles, institutions que nous considérons depuis des siècles comme la clef du progrès et de l'émancipation du genre humain. Il apparaît donc que les auteurs de telles exactions ne se représentent pas le monde comme nous. Ils ne visent aucun but qui puisse être aussi le nôtre. Ils veulent seulement détruire ce que nous sommes. Ce sont des comportements d'ennemis.



Mais mon propos, ici, n'est pas d'approfondir l'analyse de ces événements, sur lesquels paraîtront bientôt, je le suppose, des ouvrages bien informés. Si je les ai évoqués au seuil de cette réflexion sur la crise de la culture, c'est parce qu'ils illustrent le fait que la culture n'est pas un « supplément d'âme », une réalité transcendante planant de haut sur la société, mais une réalité consubstantielle à celle-ci – à savoir, l'ensemble des dispositions mentales intimes que doivent avoir en commun toutes les personnes vivant sur un même sol si la vie sociale doit y être possible. Le corollaire de cette définition est qu'une société multiculturelle est une contradiction dans les termes. Les allogènes arrivant dans une société doivent adopter les « règles de juste conduite » propres à ce type de société, comme cela s'est passé par exemple en France avec toutes les immigrations depuis les Francs, les Burgondes ou les Vikings (qui ont rapidement adopté la culture gallo-romaine) jusqu'aux immigrants allemands, espagnols, italiens, polonais des deux derniers siècles qui ont adopté, sans accroc notable, la version française de la culture démocratique et libérale.

On objectera qu'une société démocratique et libérale peut et doit admettre le pluralisme, c'est-à-dire l'existence d'opinions et de projets de vie différents, de marges, de « diversité », etc., diversité féconde qui est l'âme, en particulier, de l'économie de marché. C'est exact. Mais il ne faut pas confondre pluralisme et multiculturalisme. Une société ne peut vivre le pluralisme que si, précisément, il y a consensus sur le pluralisme même ; une société démocratique et libérale est monoculturelle en ce sens. C'est ce dont ont témoigné historiquement le *melting pot* américain ou la bonne intégration des populations venues en France aux XIX^e et XX^e siècles, avant les vagues actuelles.

Pour qu'une intégration puisse être réalisée dans d'aussi bonnes conditions avec ces dernières vagues, il faut sans doute, d'une part, que celles-ci ne soient pas trop hautes et ne prennent pas la dimension d'une submersion. Mais il faut aussi que la société d'accueil soit suffisamment résiliente, c'est-à-dire croie suffisamment en elle-même pour enseigner avec conviction sa culture tant à ses propres enfants qu'aux étrangers arrivant sur son sol. S'il était vrai qu'une « crise culturelle » grave



affecte l'Occident, c'est cette résilience, assurément, qui risquerait de faire défaut.

2. Crise marginale ou crise profonde ?

Avant d'aller plus loin, il convient de distinguer deux niveaux de « crise ». Il y a, d'une part, les crises permanentes et structurelles dont a fort bien parlé Jean-Philippe Delsol, qui sont liées au fait que l'esprit humain ne se contente jamais d'un *statu quo* qui serait pour lui synonyme de mort. On sait que cette insatisfaction profonde est l'âme de la créativité dans les arts, les sciences, les techniques, la vie économique. Si la crise qu'est censé subir l'Occident était de cette nature, il ne faudrait pas trop s'inquiéter, puisqu'elle témoignerait simplement du fait que notre civilisation continue son histoire (qui ne peut jamais, certes, être un long fleuve tranquille). Mais les détracteurs de l'Occident espèrent bien que nous sommes atteints d'une crise beaucoup plus grave qui, menaçant le socle même de nos valeurs et de nos institutions, nous voue au chaos et à la régression civilisationnelle et scelle définitivement notre infériorité géostratégique face à des sociétés plus jeunes et vigoureuses. Ont-ils raison de le penser ?

Pour répondre, il ne sera pas inutile de jeter un regard sur d'autres « crises des valeurs » qu'a connues l'Occident dans le passé, qui n'ont pas causé la fin du monde annoncée. La crise de l'an Mille, la Renaissance, les Lumières, la Révolution industrielle du XIX^e siècle, ont certes « déconstruit » des cultures anciennes, mais pour en rebâtir presque immédiatement de nouvelles. La crise de l'an Mille a été suivie de la Révolution papale des XI^e-XIII^e siècles qui a littéralement créé la civilisation occidentale en opérant une synthèse approfondie du legs civique gréco-romain et du christianisme. La Renaissance a préparé la fin de la féodalité et permis la naissance de l'État moderne. Les Lumières ont donné droit de cité aux idéaux de science et de progrès. Les troubles de la Révolution industrielle, qui désolaient tant les esprits des contemporains – le Dr Villermé, Friedrich Engels et tous les Cassandre du socialisme, ainsi que de grands écrivains comme Eugène Sue ou Victor Hugo – ont été suivies, et même accompagnées en temps réel,



d'une remarquable expansion économique qui, ne se démentissant pas tout au long du XIX^e siècle, a amélioré grandement la condition réelle des travailleurs. C'est ce qui s'est passé également aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale où la société française était certes très peu consensuelle, puisqu'un quart ou un tiers des Français désirait de très bonne foi instaurer dans le pays un régime soviétique ; ce qui n'a pas empêché que débutent presque en même temps les Trente Glorieuses.

Dans toutes ces crises, donc, il y a eu résilience de la culture. Sans doute fut-ce dû au fait qu'il y avait déjà de façon sous-jacente, au moment même où une culture ancienne se déconstruisait dans le bruit et la fureur, un modèle social prêt à prendre la relève. En ce qui concerne les crises des deux derniers siècles, ce modèle était celui de la société démocratique et libérale. Il avait été inventé, nourri et argumenté par des générations d'intellectuels, relayé par les publicistes, mis en œuvre et protégé par des hommes politiques clairvoyants, avantageusement incarné aussi, aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale, par le monde anglo-saxon principal vainqueur de la guerre.

La question est donc de savoir si la crise dont MM. Poutine et Erdogan diagnostiquent avec gourmandise que l'Occident serait atteint aujourd'hui est moins ou plus profonde que celles que je viens d'évoquer.

Il n'est pas exclu, certes, qu'elle le soit autant. Car, d'une part, il se produit ces années-ci un grand nombre de changements objectifs qui touchent aux structures mêmes de nos sociétés et dont personne ne peut discerner précisément où ils nous mènent. Ce sont la mondialisation, les mouvements migratoires d'une ampleur inédite, les problèmes d'environnement et de climat, les changements drastiques affectant cette structure sociale de base qu'est la famille, les métamorphoses apportées par l'informatique qui redistribue les compétences et modifie notre rapport à l'espace et aux frontières. Ces évolutions font que certaines mœurs et coutumes traditionnelles deviennent obsolètes, que d'autres apparaissent, mais sans se dessiner encore clairement, ce qui suscite un sentiment de flou. Par ailleurs, la dernière importante crise culturelle en date, celle de Mai 68, pourrait bien, sous ses allures bon



enfant, avoir joué un rôle pervers en répandant largement les thèses des philosophes « déconstructeurs » et en fragilisant donc, chez nombre d'intellectuels français (et américains à leur suite), les fondements philosophiques mêmes d'une société humaniste de liberté et de droit.

Tout bien considéré, cependant, j'ai l'intuition que cette crise sera surmontée comme l'ont été les précédentes. Je pense que ni la « pensée 68 »¹ ni les autres évolutions évoquées ci-dessus ne menacent vraiment aujourd'hui la culture occidentale. Ou, du moins, j'estime qu'elles ne lui ont porté que des coups de canif, c'est-à-dire des blessures non-létales qui ne l'empêcheront pas de combattre pour se défendre². Je puis apporter quelques arguments objectifs en faveur de cette intuition – qui reste, je dois l'admettre, incomplètement démontrable.

Si on lit les essais philosophiques et la littérature qui paraissent, si l'on regarde films et séries, si l'on prend en compte le fonctionnement des institutions politiques, sociales et économiques de base, il apparaît que les idéaux qui gouvernent la pensée profonde et les comportements de la majeure partie de la population des pays occidentaux restent ceux de l'humanisme, du progrès scientifique et technique, de la démocratie politique, de l'État de droit, de la volonté de promouvoir prospérité économique et justice sociale (entendue par beaucoup, hélas, à la mode socialiste, mais c'est là une option politique, non un problème touchant aux bases mêmes de la culture). Les populations occidentales continuent à trouver indispensable que les gouvernements respectent la personne humaine individuelle, la liberté d'opinion et d'expression, et même la propriété privée et les contrats. Il est vrai qu'on ne vante pas trop ces valeurs économiques sur l'espace public politique et médiatique, mais

¹ Pour reprendre le titre de l'ouvrage de Luc Ferry et Alain Renaut, *La pensée 68*, Folio-Essais, 1988.

² C'est ce que pense aussi Francis Fukuyama. Voir son dernier livre : *Libéralisme, Vents contraires* (Paris, Éditions Saint-Simon), et l'excellent compte-rendu de l'ouvrage par Matthieu Creson, « Le libéralisme bien tempéré de Francis Fukuyama », dans *Journal des libertés* n°21, été 2023.



on s'y conforme encore *grosso modo* en pratique, et les tribunaux les font respecter dans l'ensemble.

Quant aux changements « sociétaux » des années récentes, phénomènes dans lesquels les parangons de vertu que sont MM. Poutine ou Erdogan voudraient voir les signes d'une irrémédiable dégénérescence morale de l'Occident, je ferai les remarques suivantes. S'il est vrai que les droits des femmes ont été affirmés dans les dernières décennies et qu'un certain patriarcalisme traditionnel a été discrédité, s'il est vrai que le statut social des minorités sexuelles a été grandement amélioré dans les pays occidentaux, je ne pense pas que notre société ait été gravement atteinte en son cœur par ces évolutions, bien au contraire. Cela a été un grand progrès de reconnaître aux femmes le droit d'exercer tous les métiers et de suivre toutes les vocations qui les attirent, sans être enfermées dans des rôles sociaux figés. Cela a été aussi un progrès de cesser de persécuter les minorités sexuelles comme elles l'étaient encore au temps d'Oscar Wilde ou d'Alan Turing. Il fallait mener ce combat libérateur dans les institutions et l'opinion, et il a été mené.

Mais le point capital est que les extrémistes n'ont pas encore réussi à marginaliser à leur tour la norme ou, dit autrement, à imposer les marges comme de nouvelles normes (c'est alors, et alors seulement, que la *cancel culture* atteindrait ses buts). Ils tentent certes tous les jours cette propagande – notamment, hélas, à l'école et à l'université, qui ne leur ouvre que trop leurs portes – mais il me semble que la société résiste assez bien, jusqu'à présent, à ces incongruités. L'union hétérosexuelle, et la famille qui en est la suite naturelle et la raison d'être, continuent en pratique à être un modèle de référence. Je suis persuadé, au reste, qu'une grande partie des excès idéologiques des LGBTQ sont des effets de mode qui disparaîtront d'ici quelques années. Car la même liberté intellectuelle qui a permis de critiquer certains stéréotypes hérités du passé permettra, et permet déjà, de critiquer les nouveaux stéréotypes invivables par lesquels certains rêvent de les remplacer.

Cette capacité d'autocritique est précisément la vertu essentielle des sociétés libres. Elles peuvent commettre des erreurs, s'enthousiasmer



un temps pour des aberrations, et elles ne s'en privent pas, puisqu'elles sont libres et inventives. Mais elles peuvent aussi les corriger pour la raison que, dans leurs structures mêmes, existent des institutions et des mécanismes régulateurs qui le permettent : libre recherche scientifique, presse libre, débats publics contradictoires, élections. Les auteurs des thèses LGBTQ croient de bonne foi inaugurer une époque nouvelle, selon la logique simpliste du « progressisme ». La réalité est que leurs thèses apparaîtront sans doute un jour prochain comme le contraire d'un progrès. Elles paraîtront aussi surannées que nous paraissent aujourd'hui de vieilles utopies qui eurent elles aussi leur heure de gloire, tels les phalanstères, le corporatisme ou les plans quinquennaux. En d'autres termes, elles apparaîtront pour ce qu'elles sont : les folies d'une époque.

Qu'une société puisse se délivrer de ses folies et chimères successives par le libre débat démocratique est précisément ce que ne peuvent comprendre ces ours mal léchés que sont MM. Poutine et Erdogan (je mets un peu à part le président chinois). Car les pratiques autoritaristes dont ils vantent la supériorité, qui étouffent tout débat public et toute contestation, rendent leurs sociétés incapables d'une telle correction spontanée des erreurs. De sorte que s'il fallait parier pour savoir quelle société, de la leur ou de la nôtre, s'effondrera le plus vite, je ne parierais pas un kopeck en leur faveur. Ce qui est souple est mieux armé pour durer que ce qui est rigide.

Un autre critère permettant de contester la gravité de la crise culturelle actuelle, c'est qu'on ne voit toujours pas paraître des contre-modèles sociaux au nom desquels des mouvements militants pourraient proposer de bouleverser radicalement notre société. Dans l'actuel marché des idées, je ne vois rien, en particulier, qui ressemble à ce contre-modèle remarquable qu'a été le marxisme entre les années 1900 et 1960. Les modèles alternatifs qui existent sont des ébauches qui ne trouvent d'écho qu'au sein de communautés marginales. Même les écologistes n'ont rien de crédible à proposer. Il est trop facile de prévoir à quel appauvrissement de la société, et par suite à quels troubles civils insupportables, conduirait la « décroissance » qu'ils prônent. Même la presse de gauche comprend à mi-mots que l'établissement d'une



dictature écologique paralyserait la dynamique des sciences, des techniques, des industries, qui sont seules en capacité de trouver des remèdes réels aux problèmes environnementaux du présent et du futur. J'observe, en tout cas que, jusqu'à ce jour, personne, parmi les intellectuels européens et nord-américains, ne prône des politiques collectivistes et autoritaires impliquant qu'on écrase systématiquement les droits de l'homme et l'État de droit, c'est-à-dire l'essentiel de notre culture démocratique et libérale.

Quant au fond d'humanisme des sociétés occidentales, est-il sérieusement menacé lui aussi par nos « déconstructeurs » et autres tenants de la *cancel culture* ? Je ne le crois pas. Car, là encore, je constate qu'ils n'ont produit que des écrits fort médiocres, très éloignés de constituer une philosophie alternative. L'humanisme occidental peut-il du moins être concurrencé par d'autres visions non-occidentales de l'homme et de la société ? Je ne l'exclus pas, car on ne saurait prétendre que les Occidentaux auraient été les seuls à avoir pensé quelque chose de valable au sujet de l'existence humaine. Nous devons dialoguer avec les sagesses des autres sociétés, et nous verrons ce que sera le fruit de ce dialogue. En attendant, nous n'avons aucune raison de nous couvrir la tête de cendres, comme si notre vision de l'homme était une monstruosité dont il faudrait d'urgence débarrasser la planète. Nous n'avons pas à rougir de ce que les Occidentaux aient mis en valeur la dignité de la personne humaine, l'originalité absolue de chaque personne individuelle que Dieu « appelle par son nom », la valeur du droit et des voies de droit, le sens transcendant du vrai, du bien, du beau, de la liberté, valeurs inconditionnelles qui donnent sens à toute vie.

Je conclus de tout ceci qu'il n'existe pas aujourd'hui une vraie crise de la culture dans les pays occidentaux, ou que, si elle existe, elle n'est pas profonde au point de menacer leur survie et de les affaiblir sur un plan international. Ce qui peut nous tromper à cet égard, c'est qu'il y a incontestablement, dans nombre de ces pays et singulièrement chez nous, en France, une crise sévère de la *transmission* de la culture.



3. Crise de la transmission

Il est aisé d'en discerner les causes :

1) *Le recul du christianisme* ou du moins de la pratique religieuse, donc de tout un ensemble d'institutions qui transmettaient efficacement une culture morale : les paroisses avec les sermons du dimanche, les confessionnaux, le catéchisme, et les nombreuses institutions agissant sous l'aile des Églises : écoles confessionnelles, patronages, pèlerinages, syndicalisme chrétien, organisations de jeunesse...

2) *La déstructuration de la famille*. S'il est vrai qu'une très grande part de la culture se transmet d'abord au sein de la famille, le fait que celle-ci soit de plus en plus souvent décomposée (ou, si l'on peut dire, non-composée) compromet le processus de transmission culturelle. D'autant que, quand il n'y a pas de famille recomposée stable, les électrons libres que sont les enfants et les jeunes s'agrègent à divers groupes extérieurs, écoles, clubs sportifs, bandes de jeunes, réseaux sociaux... qui, étant interchangeable, instables et anonymes, ne sont pas des lieux où des valeurs permanentes et solides puissent se transmettre (ce déficit de transmission culturelle par décomposition des familles est sans doute largement responsable de la mentalité stupéfiante des « sauvageons » de juin dernier).

3) *La quasi-ruine de notre école*. C'est sans doute là le facteur le plus important en ce qui concerne la France. Notre école ne transmet plus comme elle le devrait le patrimoine culturel³. D'abord parce que nombre d'enseignants, influencés par les idéologies déconstructionnistes, ne veulent plus le transmettre. Ensuite parce que, de toute façon, l'institution ne le peut plus en pratique étant donné la paralysie bureaucratique et tous les genres de dysfonctionnements du « Mammouth ». J'ajoute une triste vérité sociologique sous-jacente à cette dégradation des performances de l'école. Le travail des femmes et la déstructuration des familles ont implicitement conféré à cette

³ Voir par exemple les livres de Jean-Paul Brighelli, *La fabrique du crétin. La mort programmée de l'école*, éd. Jean-Claude Gawsewitch, 2005 ; ou de François-Xavier Bellamy, *Les Déshérités*, Plon, 2014. Et de nombreux autres.



institution, depuis quelques décennies, une tout autre fin que l'instruction. Elle est désormais le lieu où il faut impérativement que les jeunes soient gardés pendant la journée pour que les parents aillent travailler. Dès lors qu'elle joue passablement ce rôle social devenu indispensable, personne n'est plus trop regardant sur le contenu de ce qu'on y enseigne. Les idéologues ont donc pu la massifier impunément sans susciter d'oppositions sérieuses ; ce faisant, ils l'ont quasi-détruite et rendue incapable de transmettre la culture.

5. Une résilience de la culture démocratique et libérale ?

Attaquée ainsi par maints coups de canif, mal transmise aux générations nouvelles, la culture des pays occidentaux peut-elle manifester néanmoins une résilience qui lui permettrait de résister à la crise – réelle ou supposée – qui la menace ? Cela dépendra essentiellement de l'attitude des hommes de culture – scientifiques, intellectuels, artistes, professeurs – puisque ce sont surtout leurs propos, leurs ouvrages et leurs œuvres qui forgent à moyen et long terme l'opinion publique des sociétés. Il est bien difficile de deviner leurs comportements futurs à cet égard : se décideront-ils à défendre notre culture, à répondre aux critiques qui lui sont faites, à l'enseigner aux nouvelles générations et aux nouveaux arrivants ?

Il est une chose qu'on peut du moins constater en attendant, c'est que, partout en Occident, le patrimoine culturel légué par les générations antérieures est conservé et se reproduit. Pas de « table rase » ! Les richesses du patrimoine sont même plus facilement accessibles qu'elles ne l'ont jamais été dans le passé, grâce aux politiques culturelles publiques et privées (musées, monuments historiques, conservatoires, festivals, colloques, conférences...), à l'édition de livres (industrie toujours vivante), aux très puissants et étonnants outils que procure désormais Internet, et aussi grâce à ce qui se maintient peu ou prou dans nombre de nos écoles et de nos universités.

Par exemple, en France, le fonds de la culture savante est assez bien entretenu dans certaines parties (privilégiées ?) de notre Éducation nationale. Je le sais comme directeur d'une école préparant les étudiants



aux CAPES et aux agrégations⁴. J'observe d'année en année les programmes sur lesquels on invite ces jeunes gens à travailler pour les concours littéraires ; ils restent, dans l'ensemble, de bon aloi. On fait travailler les étudiants ces années-ci, par exemple, sur *La mort du roi Arthur*, sur les fabliaux du Moyen Âge, sur Honoré d'Urfé ou Jean de Léry, sur l'abbé Prévost ou Diderot, sur Balzac, Marceline Desbordes-Valmore ou Baudelaire ; sur Cicéron, Montaigne, Kant ou Husserl ; sur l'Empire romain, l'Église au Moyen Âge, la constitution de l'État monarchique en France, la colonisation française (et pas seulement la décolonisation), le problème des frontières, la géographie de l'Amérique latine, etc. La machine à reproduire le patrimoine littéraire et scientifique fonctionne encore tant bien que mal dans ces secteurs et à ce niveau-là de l'institution.

Autre signe encourageant. Tout lettré curieux peut constater que paraissent année après année, en France, de très nombreux livres et thèses sur les sujets les plus divers, et peut découvrir ainsi à tout moment, lorsqu'ils paraissent, qu'il existe sur le territoire des centaines d'auteurs qu'on ne connaissait pas parce qu'ils sont éloignés du *maelström* médiatique, mais dont on voit, en tenant en mains leurs ouvrages, qu'ils ont travaillé de façon approfondie, pendant des années, sur les sujets les plus pointus, accumulant une érudition impressionnante, produisant des connaissances originales. On devine l'influence qu'ils ont par le fait même sur leurs élèves et dans leur milieu social.

Ceci peut nous rassurer, dans une certaine mesure, sur l'état culturel du pays. Non, décidément, dans une nation où l'*humus* culturel est si substantiel, il n'aura suffi ni des graves méfaits du Mammouth, ni des propos incohérents des têtes de linotte du wokisme et du déconstructionnisme pour effacer en quelques décennies des siècles de solide culture.

J'entends les protestations du lecteur. Il me dira peut-être, avec colère, que je me berce d'illusions, que je méconnaiss l'ampleur des

⁴ L'École professorale de Paris.



destructions déjà accomplies, l'attristante inculture d'un peuple désormais désinstruit par l'école et décérébré par les médias, que je sous-estime certains mécanismes d'« ensauvagement » qui pourraient être irréversibles, et que je fais comme si les nouvelles vagues migratoires ne risquaient pas de tout engloutir. Je me fais à moi-même ces objections. Mais je reviens néanmoins à mon intuition, qui tient aux capacités de critique et de renouvellement que procurent incontestablement nos institutions libérales. Je crois que nos sociétés sont et resteront longtemps capables de corriger leurs erreurs, de rebondir, et même de faire surgir, le moment venu, des formules sociales résolvant nombre de problèmes qui nous paraissent aujourd'hui insurmontables.

Je conclus de tout ceci que si MM. Poutine et Erdogan peuvent nous faire peur, il passera beaucoup d'eau sous les ponts avant qu'ils nous séduisent. De fait, je n'ai rencontré personne, jusqu'à présent, qui souhaite que nos sociétés prennent les leurs pour modèles.